

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le <voir date
d'approbation>

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ACGR Surfaces

1 PLACE DE LA GARE
BP 39
59230 Rosult

Références : 351_V3_2024
Code AIOT : 0007001068

1) Contexte

La présente visite fait suite au constat, à de nombreuses reprises, de certaines non-conformités graves chez ACGR Surfaces. Cela a conduit à la signature par Monsieur le Préfet du nord d'un arrêté préfectoral de suppression d'installations classées le 20 décembre 2022 et d'un arrêté préfectoral ordonnant la mise sous scellées des installations de galvanisation et de traitement de surface du 31 juillet 2023.

Le 02 mai 2024, à la demande de Monsieur le Procureur de la République, l'exploitant a fait l'objet d'une audition par la Gendarmerie Nationale. Lors de celle-ci, il a indiqué que les engagements suivants seraient respectés d'ici le 30 juin 2024 :

- le dépôt d'un nouveau dossier d'autorisation d'exploiter de ses installations (compte tenu de l'augmentation des capacités de ses baignoires) ;
- de faire capter et surveiller les baignoires susceptibles d'émettre des rejets dans l'air ;
- de disposer d'un stockage de 600m³ d'eau d'extinction d'incendie.

La première visite d'inspection, réalisée le 20 juin 2024, avait pour objectif de vérifier, de manière inopinée et avec le concours des forces de l'ordre, si l'exploitant s'était mis en conformité avec les dispositions applicables. En cas de non-respect, les scellés devaient être apposés immédiatement. Cependant, lors de cette première visite, l'inspection constate les nombreuses démarches et travaux réalisés (ou en cours de réalisation). Ainsi l'inspection de l'environnement a décidé de ne pas faire apposer les scellés immédiatement, mais de planifier une nouvelle visite d'inspection dans un délai très court.

Une deuxième inspection, réalisée le 4 juillet 2024, avait pour objectif de vérifier l'avancée des travaux sur la partie incendie et sur la captation des rejets aires sur la partie traitement de surface.

La présente visite d'inspection avait été annoncée à l'exploitant le 25 octobre 2024. Elle a pour objectif de constater le fonctionnement et l'efficacité du système de captation des rejets dans l'air ainsi que sa surveillance.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACGR Surfaces
- 1 place de la Gare BP 39 59230 Rosult
- Code AIOT : 0007001068
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ACGR Surfaces a été créée en 2013 lors du rachat par le groupe MGF de la société ACGR, qui a été scindé en deux entités, ACGR Surfaces et ACGR Tolerie.

La société ACGR Surfaces regroupe les activités de traitement de surface, de galvanisation et de peinture. L'activité de l'établissement est encadrée par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1981.

La société ACGR est composée de 2 ICPE : ACGR Surfaces (soumise à Autorisation) et ACGR Tôlerie (soumise à Déclaration). Ce rapport ne concerne que l'ICPE ACGR Surfaces.

Contexte de l'inspection :

- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative ;
- Air ;

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	AP d'apposition de scellés - Captation et surveillance des rejets dans l'air	Arrêté Préfectoral du 31/07/23, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le système de captation au niveau du bain de galvanisation ainsi que le système d'alerte en cas de dysfonctionnement ont été installés. Par courriel du 06/12/2024, l'exploitant a transmis un bon de commande pour le contrôle des rejets atmosphérique par le laboratoire SOCOTEC. Il n'est pas proposé de suites administratives dans l'immédiat compte tenu de l'instruction en cours du dossier

de régularisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : AP d'apposition de scellés – rejets dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rejets dans l'air
Prescription contrôlée : Considérant la gravité des atteintes aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement liée à la poursuite de l'activité de la société en situation irrégulière, et notamment : <ul style="list-style-type: none">• L'absence de dispositif de captage au-dessus du bain de galvanisation et des bains de traitement de surface, contrairement aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2020 susvisé et l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé, conduit à une atmosphère enfumée dans l'atelier de traitement de surface. Cette atmosphère enfumée est potentiellement explosive et/ou toxique et peut être source de pollution du milieu naturel.• L'absence de surveillance des rejets des dispositifs de captation ne permet pas d'apprécier les conséquences environnementales de cette installation. Article 1 - Apposition de scellés En application des dispositions de l'article L.171-10 du code l'environnement, il est ordonné l'apposition de scellés, par un agent de la force publique, en présence de l'inspection des installations classées, sur le site exploité par la société ACGR SURFACES située sur la commune de ROSULT.
Constats : Un système de captage au niveau du bain de galvanisation a été installé le 18 novembre 2024. Le système est composé d'une cheminée munie de 2 trappes (angle de 90 degrés) situé à 5 m de l'amont et de l'aval des sorties du conduit. Le dispositif est muni d'un système mesurant la température associée à un dispositif automatique d'alerte. L'exploitant explique lors de l'inspection qu'il est prévu qu'en cas de dysfonctionnement (augmentation de la température), l'installation soit automatiquement arrêtée et qu'une alarme téléphonique se déclenche. Le dispositif appelle en premier lieu l'astreinte. Si la personne n'est pas disponible, l'alarme téléphonique appelle successivement le responsable maintenance, puis le technicien maintenance puis le directeur de site. Le système de captage ainsi que le système d'alerte ont été testés lors de l'inspection. Le dispositif d'alerte a fonctionné tel que prévu lors de ce test. Par courriel du 06/12/2024, l'exploitant a transmis un bon de commande pour le contrôle des rejets atmosphérique par le laboratoire SOCOTEC.
Type de suites proposées : Sans suite